



REPUBLICA DE CUBA
Misión Permanente ante las Naciones Unidas

**INTERVENTION DE M. BRUNO RODRIGUEZ PARRILLA, MINISTRE CUBAIN
DES RELATIONS EXTÉRIEURES, À LA SOIXANTE-DOUZIÈME SESSION DE
L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES NATIONS UNIES, NEW YORK, le 22 septembre
2017.**

Monsieur le Président ;

Monsieur le Secrétaire général,

Je tiens à vous confirmer que Cuba continuera d'appuyer votre travail à la tête du secrétariat de l'Organisation des Nations Unies comme garante et défenseur de la paix internationale.

Messieurs les chefs d'État ou de gouvernement ;

Chères déléguées, chers délégués,

J'adresse mes condoléances sincères aux proches des décédés et aux sinistrés, et exprime la disposition de mon pays à accroître sa coopération, selon ses modestes possibilités, aux peuples et gouvernement frères de la Dominique et d'Antigua-et-Barbuda, petites îles qui ont souffert de terribles destructions ; de la République dominicaine, de Porto Rico, de Saint-Martin, des îles Vierges et d'Anguila, par suite du passage des cyclones Irma et María.

J'appelle la communauté internationale à donner la priorité requise et à mobiliser des ressources afin d'aider les petits États et territoires insulaires des Antilles qui viennent d'être dévastés.

Que le peuple et le gouvernement mexicains, notamment les proches des victimes et les sinistrés des deux séismes, sachent que Cuba a pour eux de profonds sentiments de solidarité.

J'adresse aussi nos sentiments de regret au peuple étasunien, nos condoléances sincères aux familles des décédés et notre vive sympathie à toutes les personnes touchées.

Monsieur le Président,

Je vous apporte le témoignage du peuple cubain qui est en train de consentir d'énormes efforts pour relever le pays des graves dégâts que le cyclone Irma a causés aux logements, à l'agriculture, au système électrique et à d'autres secteurs. Malgré les mesures de prévention importantes qu'a prises le pays, dont l'évacuation de plus de 1,7 million de personnes, et la coopération totale des citoyens, nous devons regretter la mort de dix personnes.

Les gros dégâts causés à des services et les pertes de biens sociaux et personnels, les privations occasionnées aux familles par de longues heures sans courant électrique ou sans eau courante ont resserré l'unité et la solidarité de notre peuple noble et héroïque.

On a vu se répéter des scènes émouvantes de secouristes remettant une fillette sauvée à sa maman, d'un gamin récupérant des ruines un buste de Martí, d'étudiants aidant des familles sans même les connaître, de membres des forces armées et du ministère de l'Intérieur s'attelant aux travaux les plus durs, de dirigeants locaux à la tête des tâches les plus difficiles.

Le président Raúl Castro a émis, depuis la zone la plus dévastée, un « appel à notre peuple combatif » dans lequel il a affirmé entre autres : « Notre peuple vient de vivre des journées difficiles et de voir comment, en quelques heures, tout ce qui a été construit au prix d'efforts a été frappé par un cyclone dévastateur. Les images de ces dernières heures sont éloquentes, tout comme l'est l'esprit de résistance et de victoire de notre peuple qui se relève à chaque adversité. »

Je remercie profondément, au nom du peuple et du gouvernement cubains, les nombreux gouvernements, parlements, organisations internationales et représentants de la société civile qui nous ont exprimé leurs vives démonstrations de solidarité et d'affection.

Je vous exprime aussi notre profonde gratitude pour les différentes offres d'aide que nous avons reçues.

Monsieur le Président

Je garde très vivement en mémoire, avec beaucoup d'émotion, la présence imposante et les idées d'une actualité extraordinaire que le commandant en chef de la Révolution, Fidel Castro Ruz, a exprimées ici-même devant cette Assemblée. Au nom de notre peuple et de notre gouvernement, je remercie ceux qui nous ont adressés de tous les confins du monde leurs sentiments de respect, d'affection et d'admiration.

Monsieur le Président,

Mardi dernier, le président Donald Trump s'est efforcé ici-même de nous convaincre qu'un de ses objectifs est de promouvoir la prospérité des nations et des personnes. Malheureusement, dans le monde réel, seuls huit hommes détiennent autant de richesses que la moitié la plus pauvre de la population mondiale, soit 3,6 milliards d'habitants. En matière de revenus, 69 des 100 plus grosses entités du monde sont maintenant, non des pays, mais des sociétés transnationales, les dix plus grandes entreprises au monde affichant un chiffre d'affaires cumulé supérieur aux budgets cumulés de 180 pays.

Sept cent millions de personnes sont extrêmement pauvres ; 21 millions de personnes sont en situation de travail forcé ; 5,9 millions d'enfants de moins de cinq ans sont morts en 2015, essentiellement pour des maladies qu'il est possible de prévenir ou de soigner; 758 millions d'adultes sont analphabètes.

Près de 815 millions de personnes souffrent de faim chronique, soit des dizaines de millions de plus qu'en 2015 ; 2 milliards sont sous-alimentés. Même si l'on retrouvait le rythme de réduction précaire de ces dernières années, 653 millions de personnes continueront d'avoir faim en 2030 et cela sera insuffisant pour éliminer la faim d'ici à 2050.

On compte 22,5 millions de réfugiés. On voit s'aggraver les tragédies humanitaires associées aux flux de migrants, dont la quantité s'accroît du fait d'un ordre économique et politique international manifestement injuste.

La construction de murs et de barrières, les lois et les mesures adoptées pour bloquer la vague de réfugiés et migrants se sont avérées à la fois cruelles et inefficaces. Des politiques discriminatoires et xénophobes prolifèrent, qui violent les droits humains de millions de personnes, sans pour autant régler les problèmes du sous-développement, de la pauvreté et des conflits, causes principales des migrations et des demandes d'asile.

Les dépenses militaires se chiffrent à 1,7 billion de dollars, un beau démenti à ceux qui arguent que les ressources manquent pour pouvoir éliminer la pauvreté.

Pourtant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 ne dispose pas de moyens d'application à cause de l'égoïsme et de la carence de volonté politique des États-Unis et d'autres pays industriels.

Quelle est la panacée miraculeuse que nous recommande le président Trump, faute des flux financiers du Plan Marshall ? Qui apportera les ressources ? Comment pourrait-on concilier cette éventuelle contribution avec l'*America First* des présidents Reagan et Trump ?

Donald Trump ignore et dénature l'histoire, tout en nous demandant de poursuivre une chimère. Car les modèles de production et de consommation typiques du capitalisme à son stade néolibéral sont intenables et insensés et conduisent inexorablement à la destruction de l'environnement et à la fin de l'espèce humaine. Pourrait-on oublier les conséquences du colonialisme, de l'esclavage, du néocolonialisme et de l'impérialisme ?

Pourrait-on présenter les décennies de dictatures militaires sanguinaires ayant sévi en Amérique latine comme des exemples de capitalisme réussi ?

Existerait-il par hasard des recettes de capitalisme néolibéral mieux appliquées que celles qui ont détruit les économies latino-américaines dans les années 80 ?

Il est indispensable et urgent que les Nations Unies travaillent à l'instauration d'un nouvel ordre économique international participatif, démocratique, équitable et inclusif, et à une nouvelle architecture financière, tous deux devant tenir compte des droits, des besoins et des particularités des pays en développement et des asymétries existant en matière de finance et de commerce mondiaux, fruit de siècles d'exploitation et de pillage.

Les pays industriels ont le devoir moral et la responsabilité historique de s'y atteler, et ils disposent pour ce faire des ressources financières et technologiques suffisantes. Par ailleurs, si on ne fait rien pour affronter les changements climatiques, jusqu'aux riches ne pourront pas jouir de la prospérité qu'on nous annonce !

Cuba regrette que le gouvernement des États-Unis, autrement dit du plus gros émetteur de gaz à effet de serre de la planète, se soit retiré de l'Accord de Paris. Pour la troisième année consécutive, 2016 a battu des records de hausse de la température mondiale moyenne, ce qui confirme que les changements climatiques menacent la survie de l'humanité et le développement durable de nos peuples.

Nous réitérons notre solidarité avec les petits pays insulaires en développement, notamment ceux des Antilles et du Pacifique qui sont les plus touchés par les changements climatiques et pour lesquels nous réclamons un traitement juste, spécial et différencié.

Monsieur le Président,

L'administration étasunienne vient de nous dire ici-même que, de pair avec la prospérité, les deux autres « beaux piliers » de l'ordre mondial sont la souveraineté et la sécurité.

Nous sommes tous responsables de la préservation de l'espèce humaine face à la menace que représentent les armes nucléaires. L'adoption historique aux Nations Unies, le 7 juillet dernier, du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, qui prohibe aussi bien l'utilisation que la menace d'utilisation de ces armes capables d'annihiler l'espèce humaine a constitué une contribution importante à la concrétisation de cet objectif.

Les États-Unis se sont opposés farouchement à ce traité. Leur président vient de nous annoncer qu'il emploiera 700 milliards de dollars en dépenses militaires et met au point une doctrine nucléaire et militaire extrêmement agressive basée justement sur le recours ou la menace de recours à la force.

Des pays membres de l'OTAN attendent à la paix et à la sécurité internationales et au droit international, fomentant des interventions militaires et des guerres non classiques dans des États souverains.

Comme l'a dit un jour le leader historique de la Révolution cubaine, « que cesse la philosophie du pillage, et la philosophie de la guerre disparaîtra ».

L'application de mesures de coercition unilatérales illégales et le recours à des instruments financiers, judiciaires, culturels et communicationnels pour déstabiliser des gouvernements et dénier le droit des peuples à l'autodétermination sont devenus pain quotidien.

On recourt toujours plus à l'utilisation secrète des technologies de l'information et des télécommunications pour attaquer d'autres États, tandis que plusieurs pays développés s'opposent avec entêtement à l'adoption de traités internationaux qui réglementeraient la coopération en vue d'instaurer un cyberspace sûr.

Le président étasunien manipule les concepts de souveraineté et de sécurité à son bénéfice exclusif et au grand dam de tous, même de ses alliés.

La tentative de recourir à la menace ou à la force militaires pour enrayer la tendance irréversible à un monde toujours plus multipolaire et polycentré engendrera de graves périls à la paix et à la sécurité internationales qu'il faut défendre et préserver grâce à la mobilisation de la communauté internationale.

Les principes de l'égalité souveraine, du respect de l'intégrité territoriale et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États doivent être défendus et respectés. La Charte des Nations Unies et le droit international n'admettent pas de réinterprétations intéressées.

La réforme des Nations Unies doit viser comme objectif clef à ce que celles-ci répondent aux besoins pressants des peuples et des grandes majorités démunies. Le multilatéralisme doit être protégé et renforcé face aux visées de domination et d'hégémonie.

La démocratisation du Conseil de sécurité, tant dans sa composition que dans ses méthodes de travail, est un objectif incontournable.

Le renforcement de l'Assemblée générale, qui doit retrouver les fonctions qu'on lui a usurpées, s'avère indispensable.

Monsieur le Président,

Le « patriotisme » qu'invoque le président étasunien est une perversion de ce concept, qui veut dire humanisme, amour de la patrie, loyauté envers elle, enrichissement et défense de la culture nationale et universelle. Il incarne une vision d'exceptionnalisme et de suprémacisme, et affiche une intolérance grossière de la diversité des modèles politiques, économiques, sociaux et culturels.

Dans les pays développés, les systèmes et partis politiques sont toujours plus discrédités, l'abstention électorale s'accroît. La corruption légale et illégale fait métastase, comme on peut le constater dans le cas extrême des « intérêts spéciaux » ou dans les paiements que versent des transnationales en échange de bénéfices dans le pays qui dépense le plus en campagnes électorales et où, paradoxalement, un candidat peut être élu en ayant pourtant reçu moins de voix que son adversaire ou gouverner avec l'appui d'une fraction infime des électeurs.

On ne cesse de recourir toujours plus, d'une façon insolite, à la science et à la technologie pour exercer l'hégémonie, mutiler les cultures nationales et manipuler la conduite humaine, comme c'est le cas de l'utilisation politique et publicitaire de ce qu'on appelle les *big data* ou de la psychométrie. Sept transnationales contrôlent d'une main de fer ce qui se lit, se voit ou s'écoute sur notre planète ; le monopole des technologies prévaut ; la gouvernance des réseaux numérique est de nature dictatoriale et discriminatoire, et, en dépit des apparences, l'écart numérique ne cesse de se creuser entre pays riches et pays pauvres.

On rogne sur les chances des jeunes, des migrants et des travailleurs, dont, par ailleurs, on viole systématiquement les droits.

Avant-hier, Michael Pence, vice-président des États-Unis, a affirmé devant le Conseil de sécurité, étalant une ignorance crasse de ses fonctions et prétendant établir de nouvelles prérogatives, que cet organe devrait modifier la composition et les méthodes du Conseil des droits de l'homme qui, a-t-il dit, « ne mérite pas son nom parce qu'une majorité évidente de ses membres ne s'ajuste même pas aux normes des droits de l'homme les plus essentielles ». Je suppose que seule son ignorance l'empêche d'inclure son propre pays dans cette majorité, à en juger par les violations systématiques qu'il commet, dont le recours arbitraire à la torture, à l'arrestation et à la privation de liberté, comme cela se passe sur la base navale de Guantánamo, l'assassinat d'Afro-Etasuniens par la police, les morts que ses troupes infligent à des civils innocents, la xénophobie et la répression des immigrants, y compris des mineurs, et son adhésion plus que réduite aux instruments internationaux.

Monsieur le Président,

Nous condamnons à nouveau de la manière la plus énergique le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, et, dans la lutte contre ce fléau, nous rejetons le deux poids deux mesures.

La recherche imprescriptible d'un règlement juste et durable du conflit du Moyen-Orient passe par l'exercice du droit inaliénable du peuple palestinien à l'autodétermination et à un État libre et indépendant, dans les frontières antérieures à 1967, et avec Jérusalem-Est pour capitale.

La question du Sahara occidental exige un effort en accord avec les résolutions des Nations Unies afin de garantir au peuple sahraoui l'exercice de l'autodétermination et le respect de son droit légitime de vivre en paix sur son territoire.

Cuba réaffirme son appui à la recherche d'un règlement pacifique et négocié de la guerre en Syrie, sans ingérence extérieure et dans le respect absolu de sa souveraineté et de son intégrité territoriale.

Les menaces à la paix et à la sécurité internationales s'aggravent du fait du renforcement de la présence de l'OTAN aux frontières de la Russie. Nous réitérons à nouveau notre rejet des sanctions injustes imposées unilatéralement à ce pays.

Nous demandons le respect de l'accord nucléaire signé avec la République islamique d'Iran.

Nous rejetons la menace de « destruction complète » proférée contre la République populaire démocratique de Corée, habitée par vingt-cinq millions de personnes. La guerre n'est pas une option dans la péninsule coréenne, car elle menacerait des centaines de millions de personnes dans ce pays et dans les pays voisins, et mènerait à une conflagration nucléaire aux conséquences incalculables. Seuls le dialogue et les négociations peuvent amener à un règlement politique durable qui doit tenir compte des inquiétudes légitimes de toutes les parties impliquées. Nous appuyons la dénucléarisation totale de la péninsule coréenne, sans ingérence étrangère et dans le respect absolu de l'égalité souveraine et de l'intégrité territoriale des États, ainsi que du principe du non-recours à la force ou à la menace de la force.

Monsieur le Président,

De nouvelles menaces pèsent aujourd'hui sur la paix et la stabilité de l'Amérique latine et des Caraïbes, en violation flagrante de la Proclamation de l'Amérique latine et des Caraïbes comme Zone de paix, signée en janvier 2014 à La Havane par les chefs d'État ou de gouvernement de la région, au Deuxième Sommet de la Communauté des États latino-américains et caribéens (CELAC).

Je réitère ce qu'a affirmé le président Raúl Castro Ruz sur la République bolivarienne du Venezuela le 14 juillet dernier :

« L'agression et la violence putschistes contre le Venezuela font du tort à toute Notre Amérique et ne favorisent que les intérêts de ceux qui s'acharnent à nous diviser pour exercer leur domination sur nos peuples, peu importe que cela engendre des conflits aux conséquences incalculables pour notre région, comme ceux auxquels nous assistons à différents endroits du monde. Nous mettons aujourd'hui en garde ceux qui prétendent renverser par des voies non constitutionnelles, violentes et putschistes la Révolution bolivarienne et chaviste : ils assumeront une grave responsabilité devant l'Histoire. »

Nous rejetons énergiquement la menace militaire proférée contre le Venezuela, le décret présidentiel le qualifiant de menace à la sécurité nationale des États-Unis et les sanctions injustes et arbitraires que ceux-ci lui appliquent unilatéralement.

Nous réitérons notre solidarité indestructible avec le peuple et le gouvernement boliviariens et chavistes et avec l'union civico-militaire que conduit le président constitutionnel Nicolás Maduro Moros.

Nous dénonçons et condamnons le Nica Act, une initiative interventionniste fomentée au Congrès des États-Unis en vue d'imposer un blocus économique au peuple et au gouvernement nicaraguayens auxquels nous réitérons notre appui.

Nous réitérons notre solidarité avec le compagnon Luiz Inácio Lula da Silva, victime de poursuites politiques qui visent à l'empêcher, par inhabilité judiciaire, de présenter sa candidature à des élections directes. Lula, la présidente Dilma Rousseff, le Parti des travailleurs et le peuple brésilien auront toujours Cuba à leur côté.

Nous réaffirmons notre engagement historique envers l'autodétermination et l'indépendance du peuple portoricain.

Nous appuyons la revendication légitime de souveraineté de l'Argentine sur les îles Malvinas, Sandwich du Sud et Georgie du Sud.

Cuba continuera de contribuer dans toute la mesure du possible, à la demande des parties, aux efforts visant à instaurer une paix stable et durable en Colombie.

Nous continuerons de partager nos modestes acquis avec les peuples du Sud, ce qui inclut les 41 652 coopérants qui travaillent dans soixante-trois pays à préserver la vie et la santé des êtres humains.

Monsieur le Président,

Donald Trump, président des États-Unis, a, le 16 juin dernier, annoncé la politique que suivra son administration vis-à-vis de Cuba : elle constitue un recul dans les relations bilatérales et sape les bases que nous avons posées voilà deux années en vue de progresser vers des rapports d'une nouvelle nature entre nos pays, où primerait le respect et l'égalité.

L'administration étasunienne a décidé de durcir le blocus économique, commercial et financier, imposant de nouveaux obstacles aux possibilités déjà bien limitées dont disposaient les hommes d'affaires étasuniens pour faire du commerce et des investissements à Cuba, ainsi que des restrictions supplémentaires aux citoyens qui souhaitent visiter notre pays.

Ces décisions font fi de l'appui de vastes secteurs étasuniens, dont la majorité de l'émigration cubaine, à la levée du blocus et à la normalisation des relations bilatérales. Elles ne complaisent qu'à un petit groupe d'origine cubaine visant dans le Sud de la Floride, toujours plus isolé et minoritaire, qui insiste pour causer des préjudices à Cuba et à notre peuple parce qu'il a choisi de défendre coûte que coûte son droit d'être libre, indépendant et souverain.

Nous dénonçons une fois de plus ces mesures de durcissement du blocus et réaffirmons que n'importe quelle stratégie qui prétend détruire notre Révolution échouera.

Nous rejetons de même la manipulation de la question des droits de l'homme : Cuba peut se vanter de ses réussites dans ce domaine et surtout elle n'a pas de leçons à recevoir des États-Unis ni de qui que ce soit !

Nous condamnons de la manière la plus énergique les déclarations irrespectueuses, offensives et interventionnistes que le président des États-Unis a faites de cette même tribune, voilà trois jours, contre Cuba et son gouvernement. Nous lui rappelons que les États-Unis, où des violations flagrantes des droits de l'homme suscitent une vive inquiétude dans la communauté internationale, n'ont pas la moindre autorité morale pour juger mon pays. Nous réaffirmons que Cuba n'acceptera jamais de conditions ni de diktats, et qu'elle ne renoncera jamais à ses principes.

Quant aux prétendus incidents qui auraient concerné des fonctionnaires étasuniens à La Havane, nous affirmons catégoriquement que le gouvernement cubain assume de la façon la plus rigoureuse et la plus sérieuse les obligations que lui impose la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques en ce qui concerne la protection de l'intégrité de tous les diplomates sans exception, dont ceux des États-Unis ; que Cuba n'a jamais commis ni ne commettra des actions de ce genre ; qu'elle n'a pas permis ni ne permettra que son territoire soit utilisé dans ce but par des tiers. Selon les résultats préliminaires de l'investigation à forte composante technique engagée en priorité à la demande des plus hautes instances de notre gouvernement, laquelle a aussi tenu compte des données apportées par les autorités étasuniennes, les autorités cubaines ne disposent à ce jour d'aucune preuve qui confirmerait les causes et l'origine des affections à leur santé dont des diplomates étasuniens et leurs familles allèguent avoir été victimes. L'investigation se poursuit et son aboutissement exigera la coopération réelle des autorités étasuniennes. Il serait regrettable qu'on politise une question de cette nature.

Nous réitérons également, comme l'a affirmé le président Raúl Castro Ruz, que Cuba est toujours décidée à continuer de négocier les questions bilatérales en souffrance, sur des bases d'égalité et de respect absolu de sa souveraineté et de son indépendance, et de poursuivre un dialogue respectueux et sa coopération avec l'administration étasunienne sur des questions d'intérêt mutuel.

Cuba et les États-Unis peuvent coopérer et coexister à condition de respecter leurs différences et de promouvoir tout ce qui peut être bénéfique aux deux pays et aux deux peuples. Mais que nul ne s'attende à ce que Cuba fasse pour autant, aux dépens de son indépendance, des concessions dans des domaines qui relèvent de sa seule souveraineté.

Monsieur le Président,

Le peuple cubain ne cessera de réclamer, en toute légitimité, la levée et l'élimination totales du blocus économique, commercial et financier des États-Unis et continuera de dénoncer la recrudescence de cette politique. Aussi, Cuba présentera-t-elle une fois de plus, le 1^{er} novembre prochain, devant l'Assemblée générale des Nations Unies, son projet de résolution intitulé : « Nécessité de lever le blocus économique, commercial et financier appliqué à Cuba par les États-Unis d'Amérique ».

Tandis que l'inégalité, l'opulence de très peu et la marginalisation de beaucoup règnent dans le monde, le peuple cubain continuera de se battre pour instaurer la société la plus juste possible. Nous continuerons d'avancer d'un pas résolu sur la voie des transformations révolutionnaires dont, Cubaines et Cubains, nous avons décidé souverainement afin de perfectionner notre socialisme.

Je vous remercie.